

POI PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

"Pour le socialisme, la République et la démocratie"
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

ASSEMBLEE DEBAT

MERCREDI 14 MARS

à 19H30 SALLE DUMONT

Avenue Gallieni – Près de la Gare RER,

(dans le parc de la bibliothèque)



Avec Michel LEFEBVRE, enseignant de collège,

Sylvie GUY, directrice d'école maternelle, suppléante,

Candidats aux élections législatives dans la 10^e circonscription de
Seine Saint-Denis (AULNAY- LES PAVILLONS-BONDY SUD-EST)

Chèques de soutien à l'ordre de: Jocelyne BAUD, « mandataire financier de Michel LEFEBVRE, candidat
aux élections législatives dans la 10^{ème} circonscription de la Seine-Saint-Denis » [Imp. spéciale](#)

NON A LA RATIFICATION DU TRAITE EUROPEEN SUR « LA REGLE D'OR » !

Après l'adoption à l'Assemblée nationale le 21 février, puis au Sénat le 28 février du Mécanisme européen de stabilité (MES), grâce à chaque fois à l'abstention des élus PS (sauf 20 à l'assemblée nationale, puis 2 au Sénat), vingt-cinq chefs d'Etat et de gouvernement ont adopté le 3 mars un nouveau traité européen sur la « règle d'or » interdisant les déficits, appelé « traité sur la stabilité, la convergence et la gouvernance dans l'union économique et monétaire » (TSCG).

Si ce traité était ratifié, les capitalistes et leurs agences de notation aux commandes de l'Union européenne et de la banque centrale européenne (BCE) pourraient exiger de chaque Etat, au nom de la réduction des déficits (la dette publique d'un Etat ne pouvant dépasser 60 % du P.I.B.), la privatisation totale des services publics, la destruction du Code du travail et des régimes de protection sociale, la baisse des salaires et des retraites.

Comme le FMI a tout détruit dans les pays d'Afrique en imposant ses « plans d'ajustement structurel », la « troïka » européenne pourrait, comme ils l'ont fait au peuple grec, s'attaquer à toutes les conquêtes sociales des travailleurs de l'U.E.

Le POI a appelé à manifester devant l'assemblée nationale le 21 février, s'est adressé par pétition aux sénateurs socialistes pour qu'ils votent contre le MES. Il engage une campagne d'unité pour empêcher la ratification du nouveau traité de Bruxelles par le parlement qui siègera après les élections législatives de juin 2012. Près de 100 signatures ont déjà été réalisées sur les marchés d'Aulnay.

L'USINE PSA D'AULNAY NE DOIT PAS FERMER, NI EN 2014, NI EN 2016 !

La direction de PSA prépare étape par étape la fermeture de l'usine d'Aulnay et les effectifs sont passés de 6000 à 3000 CDI, 300 intérimaires étant appelés à retourner à Pôle emploi. Avec la sous-traitance, plus de 10 000 emplois sont concernés.

500 travailleurs inquiets et révoltés ont manifesté avec leurs syndicats dans les rues d'Aulnay samedi 18 février, dans un cortège de plus de 2 000 personnes, avec les élus de la municipalité.

Mais pourquoi certains responsables syndicaux et politiques continuent-ils à demander des garanties « au moins jusqu'en 2016 » ? Et pas comme l'exigent les travailleurs : « Non à la fermeture, ni en 2014, ni en 2016 ! »

N'ont-ils pas raison ces ouvriers de PSA qui interrogent : « comment comprendre que nous ne soyons appelés qu'à des débrayages de 2 ou 4 heures ? » Et ils estiment nécessaire la préparation de la grève totale et le blocage de l'usine, et s'il le faut de réclamer du gouvernement actuel ou prochain la réquisition de l'usine. N'est-ce pas cette perspective que doivent soutenir élus et militants se réclamant du mouvement ouvrier ?

Le POI a décidé de ne pas présenter de candidat aux élections présidentielles, mais de présenter 108 candidats aux élections législatives. Venez débattre de nos propositions le mercredi 14 mars à la salle Dumont.